

ZIRIKANA

N° 001 BIMENSUEL INDEPENDANT 15 SEPTEMBRE 1992 COMPTES BK 21728-33 RWF PRIX 100 FRW

Umututsi we azavuga ryari



Njye Veterineri ibya politiki birananiye ndeguye nisubiriye mubibazo by'inka, ingurube n'inkoko zarembye.



We welcome the Uganda People's Congress (UPC) to the whole Uganda People's liberation.

We welcome the democracy to Uganda, the only way to push the Rebel Museveni out and end the war through our region.

Ifatabuguzi ya Zirikana

Umwaka	2.200 Frw
Amezi 6	1.100 Frw
Umunyeshuri n'umusirikari ku giti cyo	
Umwaka	2.000 Frw
Amezi 6	1.000 Frw
Ikigo cy'amashuri abanyeshuri bishyize hamwe.	
Ikigo cy'abasirikari cyangwa abasirikari bishyize hamwe, hejuru ya EX-30	
Umwaka	1.950 Frw
Amezi 6	1.000 Frw

- Inkotanyi zirasaba ko CDR iseswa
- Nsengiyaremye akabije kubogama
- La fin d'un mythe ou le combat d'arriere-garde

25 NZELI 1991 - 25 NZELI 1992
RWIBUKI KANYAMBAKA

LETTRE OUVERTE A FRANCOIS MITTERRAND

Excellence Monsieur le Président,

Depuis la Révolution Française, la France n'a pas cessé d'être le rempart de la justice et de la démocratie.

La France a toujours été la terre d'asile pour les démocrates victimes des régimes totalitaires ou dictatoriaux.

Elle reste le creuset où foisonnent des idées démocratiques véhiculées par des gens de diverses origines.

Il n'est donc pas étonnant que la France, par Votre voix, Excellence Monsieur le Président, ait été à l'origine - il faut donner à César ce qui est à César - de l'explosion démocratique en Afrique, et particulièrement dans les pays francophones. Le discours que Vous avez prononcé, en juin 1990, à La Beaulieu a été, en effet, déterminant dans le déclenchement du vent de démocratie en Afrique. Il a permis aux peuples africains d'exprimer leur ras-le-bol face aux contraintes des régimes monopartistes.

C'est dans ce contexte que nous plaçons le soutien que la France apporte au processus démocratique en cours au Rwanda.

Nous tenons, à cet égard, à Vous exprimer nos vifs remerciements pour ce soutien indispensable au moment où nous faisons face à une guerre d'agression qui menace dangereusement ce processus démocratique.

Nous voulons par la même occa-

sion adresser notre profonde gratitude au Gouvernement Français qui a su réagir rapidement et judicieusement pour assurer la protection des expatriés œuvrant pour le développement de notre pays.

En effet, grâce à la présence du contingent militaire français, les expatriés et plus particulièrement les français, peuvent vaquer librement à leur noble tâche sans aucune crainte pour leur sécurité.

Il sied de souligner que l'œuvre accomplie avec abnégation par ces coopérants étrangers profite au premier chef aux couches les plus pauvres de la population rwandaise.

La présence du contingent français, tant que la guerre d'agression que l'Uganda a imposée au Rwanda demeure, est donc indispensable tant pour l'épanouissement du processus démocratique que pour la survie de beaucoup de pauvres paysans rwandais soutenus par des projets de développement financés par l'extérieur.

Nous voulons, par ailleurs, solliciter votre intervention énergique auprès de vos partenaires de la CEE et auprès des Etats-Unis d'Amérique pour que des pressions efficaces et sensibles qui vont au-delà des simples pressions diplomatiques soient exercées sur le Président MUSEVENI afin qu'il cesse d'alimenter la guerre d'agression qu'il mène contre le Rwanda depuis octobre 1990.

Vous savez très bien, Excellence

Monsieur le Président, que cette guerre a été à l'origine de souffrances indicibles pour les populations des zones limitrophes de l'Uganda. On compte déjà plus de trois cent mille déplacés, sans toit, sans vêtements, sans nourriture dont les plus vulnérables les femmes, les enfants et les vieillards - meurent chaque jour de maladie ou de malnutrition.

Nous remercions profondément la France qui est dans le peloton de tête des pays qui apportent un précieux secours à ces sinistrés de la guerre.

Nous voulons que cette guerre cesse au plus vite, mais le Président MUSEVENI est déterminé à poursuivre ses visées hégémoniques si rien n'est fait pour l'obliger à persuader ses rebelles à déposer les armes pour régler pacifiquement les problèmes qui se posent.

Les soussignés, défenseurs engagés et convaincus d'un pluralisme intégral, libéré de toute contrainte et de toute intolérance, sont confiants que Vous continuerez à ne ménager aucun effort pour préserver le processus démocratique menacé par cette guerre et pour venir en aide aux victimes innocentes.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de notre plus haute considération.

Fait à Kigali, le 30 juillet 1992.



REPONSE DE F. MITTERRAND

Présidence de la République
Le Conseiller à la Présidence

Paris, le 1er septembre 1992

Monsieur,

Le Président de la République, M. François MITTERRAND, a pris connaissance avec intérêt de votre lettre ouverte en date du 20 août 1992, accompagnée de 700 signatures de citoyens rwandais, dans laquelle vous remerciez la France de son appui au

processus démocratique engagé au Rwanda et l'armée française pour sa coopération avec l'armée rwandaise.

Le Président m'a demandé de vous transmettre ses remerciements, ce que je fais par la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Bruno DELAYE

Certains hauts fonctionnaires ont été installés, d'autres écartés de leurs postes sans actes légaux. Ceux qui n'ont pas pu être chassés de leurs bureaux font l'objet de harcèlement, et de terrorisme: leurs bureaux sont assaillis par des hommes de main, les entrées des services bloquées, les portes verrouillées et les téléphones coupés etc. Il en est même parmi ces Ministres qui vont jusqu'à retirer certains cadres jugés abusivement par eux indécorables, les attributions qui leur sont confiées par les textes légaux et réglementaires toujours en vigueur.